

# Crise économique : globalisation en 2009

samedi 27 décembre 2008, par [TREILLET Stéphanie](#) (Date de rédaction antérieure : 25 décembre 2008).

**Non seulement la crise économique n'est pas finie, mais elle continue à s'aggraver et à se généraliser.**

Désormais, on ne parle plus de ralentissement de la croissance, mais de récession véritable. En France, selon l'Insee, le produit intérieur brut (PIB) va diminuer de 0,8 % au quatrième trimestre de 2008, puis de 0,4 % au premier trimestre de 2009 et de 0,1 % au deuxième. Sur l'ensemble de l'année, la croissance devrait encore être négative, sauf si elle atteignait plus de 1,4 % successivement aux troisième et quatrième trimestres, ce qui paraît quasiment impossible. Il en est de même au niveau de l'ensemble des pays industrialisés (Europe, États-Unis, Japon) : pour la première fois depuis 1945, leurs PIB diminueront sur toute une année. Quant aux économies du Sud, si elles vont continuer à croître, notamment grâce aux pays dits « émergents », c'est de façon ralentie ; leurs exportations en direction des pays industrialisés sont déjà touchées. De plus, les pays exportateurs de matières premières (souvent les plus pauvres) vont être atteints par la diminution du cours de celles-ci (ce qui favorise, au contraire, les pays qui en sont importateurs, comme la Chine).

Aujourd'hui, la crise touche véritablement le cœur du système productif. Confrontées au durcissement des conditions de crédit et à la perspective de débouchés insuffisants, les entreprises réduisent leurs investissements, déjà plutôt faibles pendant la période précédente. Tous les éléments d'un cercle vicieux dépressif sont présents : chômage, stagnation, voire diminution de la consommation, baisse de l'investissement des entreprises, etc.

C'est à des suppressions massives d'emplois qu'on va assister dans les mois qui viennent. L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) prévoit 20 à 25 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde du fait de la crise, d'ici 2010. En France, le taux de chômage (officiel) devrait atteindre 8 % (contre 7,2 % en 2008), avec plus de 360 000 suppressions d'emplois en 2009 rien que dans le secteur marchand, donc sans compter les dizaines de milliers d'emplois que le gouvernement supprime dans la fonction publique.

Les économies des pays industrialisés sont donc en train de plonger. Les gouvernements ont multiplié les plans de sauvetage à coups de centaines de milliards de dollars ou d'euros (programmes d'achat d'actifs improductifs, utilisation de fonds publics pour recapitaliser les banques et leur servir de garantie), puis les plans de relance budgétaire. Rien n'a pu enrayer la dégradation. En Europe, les systèmes de protection sociale, qui ont pu servir à limiter les dégâts en empêchant la demande de plonger, continuent à être remis en cause, notamment en France.

Plus aucun des leviers habituels de politique économique ne semble fonctionner. Ainsi, même si les banques centrales continuent à baisser leurs taux d'intérêt directeurs, comme aux États-Unis (jusqu'à zéro), cela ne garantit en rien une reprise de la distribution du crédit. Les taux d'intérêt aux entreprises et aux particuliers ne vont pas forcément diminuer en proportion, car les banques, elles-mêmes en difficulté, augmentent leurs marges et se donnent les moyens de continuer à distribuer des dividendes à leurs actionnaires. De plus, on risque d'assister aux dommages collatéraux de

l'affaire Madoff (lire ci-dessous), avec une nouvelle génération de créances douteuses atteignant des établissements bancaires.

Enfin, on voit se profiler le risque d'une crise monétaire, qui représenterait un nouveau facteur d'aggravation de la crise mondiale : le financement des déficits commercial et budgétaire des États-Unis par les capitaux du monde entier est, en effet, tributaire de la bonne tenue du dollar qui, depuis le début du mois de décembre, donne des signes de faiblesse, enregistrant ainsi la profondeur de la récession américaine. Si les États-Unis ne parviennent plus à attirer les capitaux, celle-ci va donc s'aggraver, tandis que la hausse concomitante de l'euro porterait un nouveau coup à la conjoncture européenne...

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2280, 25/12/2008.